

ÉTATS-UNIS

Les détenus de Guantánamo ne doivent pas être renvoyés vers des pays où ils courent le risque d'être confrontés à de nouvelles violations de leurs droits

Index AI : AMR 51/121/2005

ÉFAI

Vendredi 5 août 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les détenus de Guantánamo que l'on renvoie vers l'Afghanistan risquent de subir des actes de torture et mauvais traitements et d'être confrontés à de nouvelles violations de leurs droits, a mis en garde Amnesty International, après l'annonce par les États-Unis d'un accord passé avec le gouvernement afghan pour renvoyer dans leur pays environ 110 ressortissants afghans. Les États-Unis ont également annoncé qu'ils projetaient de passer des accords similaires avec le Yémen et l'Arabie saoudite.

« Aucun gouvernement ne devrait forcer des personnes à retourner dans un pays où elles courent le risque d'être confrontées à des violations de leurs droits fondamentaux, a déclaré Sharon Critoph, chargée de recherches auprès d'Amnesty International en Amérique du nord. Les propres rapports du Département d'État américain parlent de violations graves des droits humains dans les trois pays vers lesquels les États-Unis projettent de renvoyer des détenus. »

Le rapport 2004 du Département d'État américain sur l'Afghanistan faisait état de prisonniers battus, torturés et privés d'une alimentation correcte. La torture et les mauvais traitements sont une pratique courante en Arabie saoudite, de même que des conditions éprouvantes de détention et des durées illimitées d'emprisonnement sans inculpation ni jugement. Arrestations arbitraires et placements en détention sans inculpation ni jugement dans le cadre de la « guerre au terrorisme » sont une préoccupation de longue date en ce qui concerne le Yémen, au même titre que les conditions de détention.

« Les États-Unis doivent fermer Guantánamo et choisir entre inculper les détenus selon le droit américain ou les remettre en liberté, a déclaré Sharon Critoph. L'Afghanistan, tout comme d'autres pays recevant des détenus de Guantánamo, doit veiller à ce que soient remises en liberté

et autorisées à mener une vie normale les personnes qu'il ne prévoit ni d'inculper ni de juger. »

Complément d'information

Amnesty International a rendu public hier 4 août un rapport dans lequel était relaté, parmi d'autres, le renvoi d'un Yéménite de Guantánamo Bay en avril 2004. Celui-ci est toujours détenu, sans avoir été inculpé ni jugé dans une prison du Yémen. Les dernières informations le concernant laissent à penser que Waleed Muhammad Shahir Muhammad al Qadasi aurait récemment été transféré dans une autre prison, à Sanaa, où sa famille ne peut lui rendre visite. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>